



ENGAGÉ-ES POUR
DE MEILLEURES
CONDITIONS DE TRAVAIL

Déclaration FSU FSSCTD59 - Vendredi 23 juin 2023

Cette instance est réunie pour la deuxième fois depuis les dernières élections professionnelles. La FSU regrette que le calendrier de nomination du nouveau DASEN ne permette pas à celui-ci de la présider. Nous espérons néanmoins que les prochaines instances montreront tout l'intérêt que le nouvel Inspecteur d'Académie portera à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail des personnels du Département du Nord.

L'actualité malheureusement nous fait redouter la dégradation prévisible des conditions de travail des agent-es de notre Ministère.

Emmanuel Macron avait promis 10 % d'augmentation pour tout le monde, sans contreparties, en janvier 2023. Les promesses ne sont pas tenues : ce ne sera pas janvier mais septembre, et ce ne sera ni 10 % pour tout le monde, ni 10 % en moyenne mais 5,5 % en moyenne, soit moins que l'inflation. La revalorisation inédite est donc celle qui va continuer à faire perdre du pouvoir d'achat à une majorité des personnels. Alors que tous les signaux d'épuisement des personnels dans toutes les professions sont au rouge, le Ministre impose des réformes et des réorganisations dans la précipitation qui aggravent la situation.

Dans les collèges, la réforme de la sixième dénature les métiers, déstabilise les enseignant•es et alourdit la charge de travail.

Pour les AESH, nous avons alerté à de nombreuses reprises sur leur situation alarmante tant ils et elles sont précarisé•es et méprisé•es par l'Institution. L'annonce par la CNH de la création d'un nouveau métier d'accompagnant-e à la réussite éducative, en regroupant les emplois d'AESH et d'AED, vise ni plus ni moins à faire disparaître la spécificité du métier d'AESH, dont nous réclamons toujours la reconnaissance pleine et entière par la création d'un corps spécifique de la Fonction Publique. Les AESH ne méritent pas le traitement qui leur est infligé, et cette dénaturer ne manquera pas d'avoir des conséquences sur leur santé.

Le Pacte que l'on résume à « travailler plus pour gagner plus » est inacceptable. Les enseignant•es travaillent déjà plus de 40 heures par semaine, en référence aux études de la DEPP. Ils et elles sont épuisé•es par ces heures et usé•es par leurs conditions de travail qui se dégradent un peu plus chaque année. Non seulement le Pacte n'est pas une réponse adaptée au malaise des personnels, mais il fait de l'indemnitaire un élément concurrentiel visant à diviser les collectifs de travail et contribue à augmenter les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, allant à l'encontre du plan pour l'Égalité Professionnelle dans la Fonction Publique. Les personnels de direction sont sommés de le mettre en place, en urgence, sans textes officiels, ce qui ne manque pas de créer des situations de tension dans les équipes et la direction.

Les représentant•es des personnels de la FSU vous ont déjà alertés, suite aux annonces de réforme de la voie professionnelle, sur les effets désastreux pour les enseignant•es et tous les personnels de ces établissements, sans compter l'annonce du Pacte saucé LP qui participe ainsi au déploiement de la réforme.

Concernant l'organisation de l'instance départementale, nous demandons que le calendrier des FS-SSCT départementales soit organisé de façon à ce que les instances n'aient pas lieu au même moment afin de permettre la présence de l'ISST aux deux instances selon ses disponibilités.

Les représentant.es des personnels FSU de la FS-SSCT Départementale du Nord joueront tout leur rôle pour le bien des personnels et pour une meilleure qualité du Service Public d'Éducation.